

## **Comment sauver la chimie en Lorraine ?**

**L**e plan de Total de liquidation programmée et progressive du site de Carling (240 emplois dans un premier temps) est en marche. Ce plan a pour conséquence de couper l'approvisionnement du site chimique de Sarralbe, propriété d'INEOS, qu'il met en danger mortel.

Les salariés des 2 sites sont les otages des 2 géants de la chimie qui, bien qu'ils gagnent beaucoup d'argent, cherchent à accroître encore leurs profits et se livrent une concurrence sauvage.

Les salariés de Carling et Sarralbe sont conscients de l'importance de la bataille pour sauver une filière industrielle, prospère, qui génère richesse et emplois. La grève de 3 jours à Carling, fin septembre, a rassemblé dans une action forte quasiment l'ensemble des salariés de Total Petrochemicals. A Sarralbe, début décembre, la manifestation de 1000 personnes s'est déroulée dans le cadre d'une convergence des salariés de la chimie de toute la Moselle-Est. C'est dans cette voie qu'il faut aller !

**Il y a maintenant urgence à amplifier l'action en lien avec la population !** L'élaboration de plans technocratiques, s'en remettre à des « cabinets d'expertise », c'est concrètement accompagner Total dans son projet de casse, c'est démobilisateur. C'est fuir ses responsabilités : il faut oser affronter Total, le groupe aux 15 milliards € de profits ! Nous n'avons pas à préparer « l'après Total » en Lorraine !

Les élus (de droite et socialistes dans le secteur) fortement interpellés, en appellent à l'Etat. Que l'intervention de l'Etat soit reconnue comme seule capable de protéger l'emploi et la production industrielle est un point positif. Mais quel rôle doit jouer l'Etat ?

En aucun cas, il ne doit faire de nouveaux cadeaux sous forme d'aides publiques, à des entreprises qui font d'énormes profits (ce que souhaiterait Ineos dont le PDG se disait intéressé par le rachat du vapocraqueur de Carling, à condition que ça ne lui coûte rien) Par contre, une loi interdisant les licenciements, appuyée sur une mobilisation des salariés, contribuerait au renversement du rapport de forces.

Les salariés qui sont les premiers concernés, les mieux placés pour déjouer les plans patronaux et trouver des solutions pour empêcher les licenciements, doivent avoir accès à toutes les informations économiques, commerciales, bancaires et doivent pouvoir disposer de tous les moyens d'investigation et d'expertise. Ce droit à l'information doit s'accompagner du droit à imposer des solutions, y compris par l'appropriation publique de l'entreprise sans indemnisation.

**De telles mesures, qui remettent en cause la répartition actuelle des richesses produites et du pouvoir des patrons et des actionnaires sont les mesures que doit prendre un gouvernement fidèle aux travailleurs, rompant avec les logiques capitalistes des gouvernements actuels et précédents et de l'Union Européenne.**

## **TOTAL a engrangé 15 milliards € de profits en 2006 !**

Champion toutes catégories en France, le mastodonte de niveau mondial n'a qu'une boussole : le profit. Au moment même où la question du climat, la question de l'énergie vient sur le devant de la scène, ce sont des montagnes de profits qu'affiche l'entreprise ! Et qu'elle démarre un plan de démantèlement !

## **TOTAL veut la démantèlement du site de Carling !**

La lucidité oblige à voir le plan stratégique de TOTAL en face : c'est de la plateforme de Carling dans son ensemble dont les patrons de l'entreprise veulent se débarrasser. Cet objectif, ils parviennent à le masquer : ils font le calcul que l'étalement sur 4 années de la 1<sup>ère</sup> phase du plan évitera la bombe sociale. Ils font le pari que la fermeture du vapocraqueur N°2 et les 245 suppressions d'emplois sans licenciement d'ici 2011 ne provoqueront pas nécessairement la riposte des salariés : ils mettent le paquet en manœuvres et « communication ».

## **INEOS Sarralbe : odieux chantage à l'emploi !**

INEOS, autre géant mondial de la chimie, est directement menacé : 400 emplois sont effectivement en jeu ici. Et tout de suite, au nom de l'emploi, il est exigé de l'Etat qu'il rachète à TOTAL pour INEOS le vapocraqueur promis à la casse. Des élus se font localement les relais de ces manœuvres... tout comme certains autres à 30 km se contentent de réclamer à Total des « compensations ».

## **Rien n'est jamais joué d'avance !**

Il devient impératif de sortir de la concurrence de tous contre tous ! C'est au coude à coude que les salariés de Sarralbe et de Carling pourront imposer l'abandon du plan de démantèlement de la chimie en Moselle-Est. C'est seulement par leur action déterminée avec la population qu'ils pourront imposer la pérennité de l'activité sur place des 2 entreprises. Au moment où cette difficile bataille s'engage, on voudrait nous faire croire que la stratégie de groupes si puissants ne pourrait être mise en échec ! Qu'il faudrait se résigner ! Ou pire : accompagner leurs décisions, convoquer des « cabinets d'experts » comme si le problème était technique ! Quand une entreprise est dominée, qu'elle vacille sous les coups de ses concurrents, il serait normal qu'elle ferme et licencie ! Quand elle domine, quand elle est championne de sa catégorie, c'est sa puissance qui ferait notre impuissance à contester ses choix de fermetures de sites ! Dans tous les cas, nous serions perdants ! C'est inacceptable !

La lutte contre la stratégie de TOTAL renforce la nécessité qu'il y a d'imposer :

- l'intégration de TOTAL dans un pôle 100% public de l'énergie, avec EDF/GDF et SUEZI**
- la loi d'interdiction des licenciements**
- la continuité du contrat de travail des salariés**